



15 juillet 2017

PANORAMA DE L'ACTU

LA UNE

Les femmes, la précarité et la santé

Les femmes représentent 64% des personnes qui reportent des soins ou y renoncent, soit près de 9,5 millions de femmes. Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à connaître une situation de précarité. Elles constituent en effet 53% des personnes pauvres, 57% des bénéficiaires du RSA, 62% des emplois non qualifiés, 70% des travailleurs pauvres, 82% des emplois à temps partiel. Le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE) formule 21 recommandations à destination des pouvoirs publics. Le rapport : [La santé et l'accès aux soins : une urgence pour les femmes en situation de précarité](#), ici en téléchargement.

SANTE / PROTECTION SOCIALE

Ameli

Avec plus de 12 millions de visites mensuelles, le site ameli.fr est le 1er point de contact entre l'Assurance Maladie et ses publics, avant même le téléphone et l'accueil physique. Pour la première fois depuis 10 ans et afin d'orienter au mieux les utilisateurs, ce site de référence connaît une refonte totale.

Des économies et des pistes d'amélioration

Dans son rapport annuel, la Caisse nationale d'Assurance Maladie (CNAM) propose 1,94 milliard d'euros d'économies à effectuer sur le montant de la progression « spontanée » des dépenses d'assurance-maladie. Elle propose par ailleurs de créer un fonds dédié à l'innovation organisationnelle idéalement doté d'au moins 1 milliard d'euros. [Lire l'article de presse](#).

Tiers-payant, généralisé ou généralisable ?

La dispense d'avance de frais doit devenir un droit pour tous les Français à partir du 1^{er} décembre. Mais celle-ci est fortement combattue par les médecins libéraux. Un rapport de l'assurance maladie est attendu en septembre, et une mission a été confiée à l'Inspection générale des affaires sociales sur « la faisabilité technique » du dispositif. C'est ce que vient d'indiquer Agnès Buzyn, Ministre de la Santé, ajoutant que le calendrier de mise en place de cette mesure serait décidé une fois ces rapports remis.



Bientôt 11 vaccins obligatoires pour les moins de 2 ans

À l'heure actuelle, seuls 3 vaccins sont obligatoires chez le nourrisson (contre la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite), mais 8 vaccins supplémentaires pourraient être rendus obligatoires en 2018 : contre l'haemophilus influenzae B (bactérie provoquant notamment des pneumopathies et des méningites), la coqueluche, l'hépatite B, la rougeole, les oreillons, la rubéole, le méningocoque C (bactérie provoquant des méningites), le pneumocoque (bactérie provoquant notamment des pneumopathies et des méningites).

Perturbateurs endocriniens

Le 5 juillet 2017, les États membres (dont la France) se sont finalement mis d'accord et ont voté un texte définissant les PE qui doit servir de base pour interdire certains pesticides. Mais le texte apparaît bien peu contraignant aux yeux de certains représentants de la société civile, scientifiques et ONG (organisations non gouvernementales). « Les critères proposés ne permettront pas d'identifier des perturbateurs endocriniens toxiques pour l'homme et n'assureront pas un haut niveau de protection de la santé et de l'environnement », regrettent certains scientifiques. [Lire l'article de presse.](#)

France Assos Santé



91 associations de santé ont assisté le 11 juillet à l'Assemblée générale constitutive de France Assos Santé Grand Est (Union régionale des associations agréées des usagers du système de santé). Elles ont élu leur comité régional et leur bureau, présidé par le Strasbourgeois Jean-Michel Meyer.

Démocratie sanitaire

L'[arrêté du 4 juillet 2017](#) fixe la liste des associations habilitées à délivrer la formation de base des représentants d'usagers du système de santé, dont l'UNAF.

Plan autisme

Le quatrième plan Autisme a été lancé le 6 juillet 2017. Brigitte Macron pourrait jouer un rôle de premier plan dans ce dossier. L'Inspection générale des affaires sociales (Igas) et l'Inspection générale de l'Education nationale (Igen) ont procédé à un bilan du troisième plan, lancé en mai 2013. Elles pointent notamment les connaissances épidémiologiques très réduites des besoins des personnes et des familles, une répartition des financements qui répond à des critères "extrêmement généraux", l'absence d'un système de suivi de la performance, ou encore une gouvernance du plan qui reste floue sur les critères de représentations des associations. [Lire le rapport IGAS \(tome 1\)](#) [Lire les annexes \(tome 2\)](#)

DEPENDANCE

Deux tiers des Français seraient favorables à la création d'un « 5e risque »

Les résultats du huitième [Baromètre Santé 360](#) portant sur le thème "[Grand âge, dépendance, accompagnement du vieillissement](#)" réalisé par Odoxa ont été présentés le 3 juillet. L'occasion d'aborder la perception qu'a la population sur l'accompagnement du vieillissement et de la dépendance, l'importance des objets connectés et le vécu des aidants familiaux. Les Français considèrent que la politique actuelle d'accompagnement du vieillissement est insatisfaisante et plaident pour la création d'un cinquième risque.

Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie

Le conseil d'administration de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA) du 4 juillet 2017 était le dernier présidé par Paulette Guinchard, à l'origine de la création de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA). Deux ministres sont intervenues devant ce conseil du 4 juillet : Sophie Cluzel, secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées, et Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé. Pour en savoir plus : [Le compte rendu du conseil d'administration du 4 juillet 2017, sur le site de la CNSA](#); [Le dossier de presse de la réunion du conseil d'administration du 4 juillet 2017](#) ; [Le communiqué d'Agnès Buzyn du 4 juillet 2017](#) ; [L'hommage à Paulette Guinchard lors du conseil d'administration de la CNSA du 4 juillet 2017](#).

EDUCATION



Semaine de 4 jours

Les communes avaient jusqu'au 8 juillet pour faire part de leur choix d'un retour à la semaine de quatre jours dès la rentrée. Si toutes les directions académiques n'ont pas encore statué, les premières tendances dessinent un retour massif des petites communes à la semaine 4 jours. [Lire l'article de La Gazette des Communes](#).

Ce qui pourrait entraîner la suppression des activités périscolaires, et, par conséquent, la suppression d'emplois d'animateurs. "Entre 25.000 et 30.000 personnes" seraient concernées, assure David Cluzeau, délégué général du [Conseil national des employeurs d'avenir](#) (CNEA). [Lire l'article de presse](#). [L'Udaf Bas-Rhin fait part de sa réaction](#) à cette précipitation qui va à nouveau bouleverser la vie des familles.

Rapport d'activité du médiateur

Le médiateur de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur a présenté, le 29 juin, son rapport d'activité 2016. Il y aborde deux grands sujets thématiques : le premier concerne les difficultés de l'orientation post-bac et du dispositif APB (admission post-bac), le second porte sur la scolarisation des élèves en situation de handicap. Pour en savoir plus : [Le rapport d'activité 2016 du médiateur de l'éducation nationale](#) ; [Le dossier de presse du rapport 2017 du médiateur](#) ; [La présentation du rapport et du médiateur sur le site de l'Education nationale](#).

SOLIDARITES

Les inquiétudes des CCAS

A l'occasion de son assemblée générale du 5 juillet - avant son congrès à Reims les 17 et 18 octobre 2017 -, l'Union nationale des centres communaux et intercommunaux d'action sociale (Unccas) a exprimé les "plus vives inquiétudes face aux contraintes budgétaires qui pèsent aujourd'hui sur [les] CCAS. Employeurs de plus de 26.000 aides à domicile et gestionnaires de 400 établissements d'hébergement pour personnes âgées (Ehpad), les CCAS sont touchés de plein fouet par un système de financement des services d'aide à domicile (SAD) à bout de souffle et une réforme de la tarification des Ehpad qui ampute lourdement leur budget". En savoir plus : [l'article de Localtis](#).

EMPLOI

Un rapport de l'INSEE

La nouvelle édition de "L'économie française" de l'Insee, publiée le 11 juillet 2017, montre une diminution du taux de chômage global au sens du BIT, à 10,1% et sa stabilisation pour les jeunes, grâce aux emplois aidés. Mais le "halo du chômage" (constitué selon l'Insee de personnes qui souhaitent travailler mais ne sont pas comptabilisées comme chômeurs) a, lui, fortement progressé, avec 43.000 personnes de plus. Soit au total 1,6 million de personnes qui ne sont pas comptabilisées dans les chiffres officiels. [Télécharger l'Economie française 2017 \(Insee\)](#)

COHESION DES TERRITOIRES

Taxe d'habitation

L'entrée en vigueur en 2018 de l'allègement de la taxe d'habitation sera au menu de la conférence nationale des territoires, qui aura lieu le 17 juillet au Sénat. La rencontre sera l'occasion pour le gouvernement et les élus locaux de préciser "les modalités opérationnelles" de la réforme, indique [France urbaine](#) dans sa lettre d'information datée du 7 juillet. Comme les autres, l'association fera du remboursement des collectivités à l'euro près - sous la forme d'un dégrèvement - un cheval de bataille.

La 4G pour tous

La Conférence nationale des territoires, le 17 juillet, abordera également l'enjeu numérique. Le gouvernement, en effet, fait part de sa détermination à amener le très haut débit partout d'ici 2022, mais aussi à "éradiquer les zones blanches 4G".

Utile : l'Arcep (Autorité de régulation des communications électroniques et des postes) développe l'outil [monreseaumobile.fr](#) qui permet de connaître la couverture par chaque opérateur au plus près de chez vous, mais aussi la qualité des services mobiles, depuis la qualité sonore d'un appel à la rapidité de téléchargement d'un fichier.

Montagne

L'[Association nationale des élus de montagne](#) (Anem) appelle à préserver la place de l'agriculture de montagne. L'Anem veut notamment redonner sa place à l'aménagement du territoire dans les objectifs de la PAC.

LOGEMENT



Un guide pour les territoires

Produire des logements adaptés aux besoins des populations de chaque territoire, au bon endroit et dans les meilleurs délais. Tel est l'enjeu du chantier mené depuis octobre 2015 par le ministère du Logement. Un premier document est publié, sous la forme d'un "[guide méthodologique pour l'estimation des besoins en logements](#)" d'un territoire.

DEVELOPPEMENT DURABLE



Plan climat

Le ministre de la Transition écologique et solidaire, Nicolas Hulot, a lancé le 6 juillet le Plan climat visant à accélérer la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Décliné en six grands thèmes et 23 axes, il s'annonce ambitieux dans les objectifs mais les mesures concrètes restent à préciser. On retiendra notamment la confirmation de fin des nouveaux permis d'exploration d'hydrocarbures, la disparition des "passoires thermiques" en dix ans et la volonté d'encourager l'autoconsommation d'énergie.

Une prime serait accordée dès le 1^{er} janvier 2018 aux ménages modestes pour acheter un véhicule plus propre en remplacement d'un diesel datant d'avant 1997 ou essence avant 2001, prime qui aurait le même montant qu'il s'agisse d'un véhicule neuf ou d'occasion.

L'air que nous respirons

Nous devons garantir à chacun et dans les faits le droit à respirer un air qui ne nuise pas à sa santé. Le Conseil d'Etat, dans une décision du 12 juillet, enjoint le gouvernement dans les meilleurs délais contre la pollution de l'air aux particules fines PM10 et au dioxyde d'azote. Cette décision intervient alors qu'un [rapport sénatorial](#) sur l'application du droit environnemental européen pointe les carences de la lutte contre la pollution de l'air qui expose la France à un fort risque de sanctions. Le rapporteur, le sénateur de Nancy Jean-François Husson, président d'[ATMO Grand Est](#), déplore l'absence de vision stratégique et la complexité des outils de planification. Le lendemain, 13 juillet, les ministres de la Transition écologique Nicolas Hulot et de la Santé Agnès Buzyn ont assuré qu'ils prendront "toutes les mesures qui s'imposent dans les mois à venir pour lutter contre le fléau de la pollution de l'air".

Parcs naturels régionaux

A la faveur des modifications introduites par la loi Biodiversité et de l'expérience acquise depuis le précédent décret de 2012, le régime des parcs naturels régionaux - en particulier la procédure de classement - vient d'être simplifié par la voie d'un [décret publié le 12 juillet](#).

Gestion de l'eau

Chaque année en France, un milliard de mètres cubes, soit environ 20% de l'eau traitée et mise en distribution, est perdue en raison de fuites dans les réseaux. Un [guide en ligne](#) aide les collectivités à élaborer un plan d'actions détaillé et hiérarchisé de réduction de ces pertes d'eau : amélioration de la connaissance du réseau et des pertes ; recherche active des fuites et réparation ; gestion des pressions ; remplacement et rénovation du réseau. Il présente également des éléments pour consolider les réflexions et les actions en faveur d'une gestion patrimoniale durable.

TRANSPORTS

Assises de la mobilité

Les Assises de la mobilité, annoncées par le Premier ministre lors de son discours de politique générale le 4 juillet, se dérouleront à la rentrée et auront pour objet de redemander aux Français quels sont leurs vrais besoins de mobilité, notamment dans les zones rurales, et d'identifier les bonnes initiatives. Sans revenir à la méthode brutale de l'écotaxe, Elisabeth Borne, ministre des Transports, réfléchit à une façon de faire payer les poids lourds, en encourageant les régions volontaires à lancer des expérimentations, ou en mettant en place des péages sur certaines sections de routes nationales, sans pénaliser les déplacements de proximité. Une loi d'orientation des mobilités devrait voir le jour au premier semestre 2018.

VIE DEMOCRATIQUE

La société civile organisée

A quoi ressemblera la "Chambre du futur" appelée de ses vœux par le président de la République? En clôture de la conférence annuelle du Conseil économique, social et environnemental (Cese) le 12 juillet, Christophe Castaner a donné quelques pistes sur les évolutions qui pourraient concerner l'assemblée représentative de la société civile organisée.

En attendant que cette reconfiguration se précise, le président du Cese a présenté la feuille de route 2017-2018 de son assemblée. Le Cese travaillera notamment sur des sujets de préoccupation des Français tels que le temps de vie des femmes et la prévention des risques environnementaux et sur des sujets prospectifs, l'impact du numérique sur le travail et la lutte contre les fractures territoriales.

Télécharger : [Le discours du secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement.](#) ; [Le discours du Président du Cese.](#) ; [Le communiqué du Cese à l'issue de sa conférence.](#) ; [La feuille de route 2017-2018 du Cese.](#)

SECURITE

La [loi du 11 juillet 2017](#) prolongeant l'état d'urgence pour la sixième (et dernière) fois a été publiée au Journal officiel. Instauré au soir des attentats du 13 novembre 2015, l'état d'urgence est ainsi reconduit jusqu'au 1er novembre 2017. Entre temps, le gouvernement devrait avoir fait adopter sa nouvelle loi antiterroriste amenée à prendre le relais, en insérant dans le droit commun et en les adaptant certaines des mesures phares de l'état d'urgence. Ce texte sera débattu en séance au Sénat à partir du 18 juillet, puis en octobre à l'Assemblée. Neuf [lois antiterroristes](#) ont déjà été promulguées lors du précédent quinquennat.

A très bientôt pour une nouvelle édition et bonnes vacances !